

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 1523

[C - 99/27401]

**17 MARS 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon
concernant l'Agence pour les investisseurs étrangers en Wallonie - Office for Foreign Investors in Wallonia,
en abrégé « OFI » et confiant une mission déléguée à la s.a. SOWAGEP**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles modifiée par la loi du 8 août 1988, notamment l'article 6, § 1^{er}, VI;

Vu le décret du 8 décembre 1998 créant la société anonyme de droit public « Agence pour les Investisseurs étrangers en Wallonie - Office for Foreign Investors in Wallonia », en abrégé « OFI »;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 1995 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Sur proposition du Ministre-Président du Gouvernement wallon, chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement approuve le projet de statuts, en annexe, de la société anonyme de droit public « Agence pour les investisseurs étrangers en Wallonie - Office for Foreign Investors in Wallonia », en abrégé « OFI ».

Art. 2. Le Gouvernement confie à la SOWAGEP une mission déléguée en vue de la constitution de la S.A. OFI et de la souscription et de la libération du capital de la société.

A cette fin, le montant prévu de 20 millions de FB représentant le capital social de la société sera versé par la Région wallonne à la SOWAGEP.

Art. 3. La SOWAGEP soumettra des propositions concrètes à l'approbation du Ministre de l'Economie ainsi que tout autre point qu'elle jugera utile de prendre en considération.

La SOWAGEP ne percevra aucune rémunération dans le cadre de cette mission.

Art. 4. Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution de la présente décision.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Namur, le 17 mars 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Annexe

**Agence wallonne pour les investisseurs étrangers en Wallonie - Office for Foreign Investors in Wallonia,
en abrégé « OFI », société anonyme de droit public**

Siège social : 5100 Namur

TITRE Ier. — *Caractère de la société*

Forme - dénomination

Article 1^{er}. Il est créé sous la dénomination « Agence pour les Investisseurs Etrangers en Wallonie - Office for Foreign Investors in Wallonia », en abrégé « OFI », une société anonyme de droit public.

Les statuts de la société et leurs modifications sont soumis à l'approbation du Gouvernement wallon.

Siège social

Art. 2. Le siège social de la société est fixé à Namur, avec une antenne à Bruxelles.

Il pourra être transféré partout ailleurs dans la ville de Namur par décision du Conseil d'administration à publier aux annexes du *Moniteur belge*.

Objet social

Art. 3. La société a pour objet :

1. La promotion de la Région wallonne en tant que terre d'accueil pour les investissements étrangers;

2. La prospection des candidats investisseurs étrangers, notamment par des représentations à l'étranger, par l'organisation de missions, par la collaboration avec les représentants publics des différents niveaux de pouvoirs de l'Etat belge, et principalement avec l'AWEX et les autres institutions publiques belges ou étrangères, ou avec des organismes privés belges et étrangers compétents en matière d'investissements, ou par toute autre action pouvant contribuer à cet objet;

3. L'information des investisseurs étrangers en collaboration avec les organismes publics ou privés éventuellement concernés;

4. L'accueil et le suivi des investisseurs étrangers en Région wallonne dans le processus d'implantation en collaboration avec les organismes publics ou privés éventuellement concernés;

5. De manière générale, l'encadrement de l'investisseur étranger dans toutes ses démarches;

6. La recherche de repreneurs étrangers pour les sites industriels wallons en voie de restructuration.

La société peut accomplir toutes opérations généralement quelconques, notamment mobilières et immobilières, se rapportant directement ou indirectement en tout ou en partie à son objet social ou de nature à en faciliter ou à en développer la réalisation et ce, tant en Belgique qu'à l'étranger.

Durée

Art. 4. La société est constituée pour une durée illimitée.

TITRE II. — *Capital social*

Capital social

Art. 5. Le capital social est de vingt millions de francs belges et est entièrement libéré. Il est représenté par cent actions sans désignation de valeur nominale, toutes de droits égaux. Les actions sont nominatives.

La Région wallonne et les personnes morales habilitées par le Gouvernement peuvent être actionnaires de la société. La Région doit en tout temps disposer d'au moins 50 % et une action du capital social.

Souscription en espèces

Art. 6. Les cent actions représentant la totalité du capital sont souscrites par la Région wallonne.

TITRE III. — *Administration et contrôle*

Composition du Conseil d'administration

Art. 7. § 1^{er}. Le conseil d'administration de la société est composé de dix membres dont le président, le vice-président et l'administrateur délégué, répartis comme suit :

1° quatre administrateurs choisis sur une liste double proposée au Gouvernement par le Conseil économique et social de la Région Wallonne;

2° six administrateurs désignés par le Gouvernement.

Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale sur avis conforme du Gouvernement.

Le mandat des administrateurs est d'une durée de six ans, renouvelable.

§ 2. Le président, le vice-président et l'administrateur délégué sont désignés par le conseil d'administration sur avis conforme du Gouvernement et sont choisis sur la liste des administrateurs désignés par le Gouvernement.

En cas de démission, de décès, de révocation d'un administrateur, le conseil d'administration désigne un remplaçant selon les mêmes modalités de présentation que celles définies dans le présent article, qui sont applicables à l'administrateur à remplacer.

§ 3. La qualité d'administrateur est incompatible avec l'exercice d'un mandat politique. En outre, la qualité d'administrateur est incompatible avec celle de membre d'un organe de direction d'une personne morale de droit public ou privé liée à la société par un contrat de travaux, de fournitures de biens ou de services.

§ 4. Assistent aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative :

— le Directeur général de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne;

— le Directeur général de l'AWEX;

— l'adjoint à l'administrateur délégué.

Réunion du Conseil d'administration

Art. 8. § 1^{er}. Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige sur la convocation de son Président ou de celui qui le remplace.

Les convocations doivent être envoyées huit jours au moins avant la réunion, sauf en cas d'urgence. Les convocations contiennent l'ordre du jour.

Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les convocations.

§ 2. Tout administrateur peut donner, par écrit, télégramme, télécopie, e-mail, procuration à un de ses collègues pour le représenter à une réunion déterminée du conseil et y voter en son lieu et place.

Aucun administrateur ne peut représenter plus d'un de ses collègues et le mandat doit être spécial pour chaque séance.

Pouvoirs du Conseil d'administration

Art. 9. § 1^{er}. Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'objet social, à l'exception de ceux qui sont expressément réservés à l'assemblée générale des actionnaires.

§ 2. Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que sur les points prévus à l'ordre du jour et que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés.

§ 3. Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité simple des voix des membres présents ou représentés. En cas de partage de voix, la voix du président est prépondérante.

§ 4. Les délibérations du conseil d'administration sont constatées dans des procès-verbaux signés par le président et deux administrateurs.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président ou par le vice-président ou par l'administrateur délégué.

§ 5. Sans préjudice aux dispositions de l'article 10 et aux délégations de pouvoirs décidées par le conseil d'administration, la société est représentée à l'égard des tiers et notamment dans les actes auxquels un fonctionnaire public ou un officier ministériel prête son concours ainsi qu'en justice, tant en demandant qu'en défendant, par deux administrateurs.

Les administrateurs n'auront en aucun cas à justifier d'une décision préalable du conseil d'administration.

§ 6. Le conseil d'administration peut confier des mandats spéciaux à toute personne choisie en son sein ou même en dehors de la société.

§ 7. Les membres du personnel de la société sont engagés par le conseil d'administration, sans préjudice du droit de celui-ci de déléguer ce pouvoir.

TITRE IV. — *Gestion journalière*

Art. 10. § 1^{er}. La gestion journalière des affaires de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion, sont confiées à l'administrateur délégué.

§ 2. Un adjoint à l'administrateur délégué est nommé par le conseil d'administration sur avis conforme du Gouvernement wallon.

§ 3. Par gestion journalière, il faut entendre les actes posés en l'exécution de la ligne de conduite tracée par le conseil d'administration, ainsi que les actes qu'il est nécessaire d'accomplir au jour le jour pour assurer la marge des affaires sociales, dont notamment, les actes conservatoires, l'expédition des affaires courantes, ainsi que l'exécution des décisions prises par l'assemblée générale ou par le conseil d'administration.

Art. 11. Un comité d'affaires, composé de l'administrateur délégué, de l'adjoint à l'administrateur délégué, des responsables des marchés, d'un représentant de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi et présidé par un représentant du Ministre en charge de l'Economie, est mis en place dans le cadre de la matérialisation des orientations stratégiques de la société.

Ce comité d'affaires, réuni une fois par mois, est chargé d'évaluer, pour chaque dossier, les actions à mettre en œuvre par la société et les collaborations requises des opérateurs de développement et des administrations.

En fonction des dossiers qui sont traités, le comité d'affaires peut inviter à ses réunions des représentants d'autres administrations et des experts.

TITRE V. — *Contrôle*

Art. 12. Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité des opérations de la société s'effectue par un ou plusieurs commissaires choisis parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprise.

Art. 13. Deux commissaires, désignés par le Gouvernement wallon assistant, avec voix consultative, aux réunions du conseil d'administration.

Ils peuvent, à tout moment, prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et, généralement, de tous les documents et de toutes les écritures de la société.

Ils peuvent requérir de tous les administrateurs, agents et préposés toutes les explications ou informations et procéder à toutes les vérifications qui leur paraissent nécessaires à l'exécution de leur mandat.

Ils peuvent, en outre, faire inscrire à l'ordre du jour du conseil d'administration toute question en rapport avec le respect de la loi, du décret, des statuts ou de l'intérêt général.

Les commissaires du Gouvernement disposent d'un délai de quatre jours ouvrables pour prendre leur recours contre toute décision qu'ils estiment contraire à la loi, au décret, aux statuts ou à l'intérêt général.

Le recours est suspensif. Ce délai court à partir du jour de la réunion à laquelle la décision a été prise, pour autant que les commissaires du Gouvernement y aient été régulièrement convoqués et, dans le cas contraire, à partir du jour où ils en ont reçu connaissance.

Les commissaires exercent leur recours auprès du Gouvernement. Si, dans un délai de trente jours du recours, le Gouvernement ne s'est pas prononcé, la décision est définitive. L'annulation de la décision est notifiée par le Gouvernement au conseil d'administration de la société.

TITRE VI. — *Assemblée générale*

Art. 14. § 1^{er}. L'assemblée générale régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires.

§ 2. L'assemblée générale annuelle se tient le dernier vendredi du mois d'avril à onze heures au siège social. Si ce jour est un jour férié, l'assemblée a lieu le jour ouvrable suivant.

Des assemblées générales extraordinaires sont convoquées chaque fois que le conseil d'administration ou un commissaire le juge nécessaire ainsi que dans les vingt jours de la demande écrite faite par un ou plusieurs actionnaires représentant seul ou ensemble un cinquième du capital social.

Les assemblées générales extraordinaires se tiennent à l'endroit indiqué dans la convocation.

§ 3. Les convocations sont faites par le conseil d'administration ou par un commissaire selon le cas. Elles contiennent l'ordre du jour et se font par lettre recommandée envoyée au moins huit jours à l'avance. L'actionnaire présent ou représenté à l'assemblée est en tout cas considéré comme ayant été régulièrement convoqué.

§ 4. Tout actionnaire peut, par lettre, télégramme ou télécopie, donner procuration à un actionnaire pour le représenter à une assemblée et y voter à ses lieu et place.

Une telle procuration n'est valable que pour l'assemblée en question et pour l'assemblée tenue ultérieurement par suite de dérogation ou d'ajournement et ayant un ordre du jour identique. Le conseil peut établir un modèle de procuration.

§ 5. Les assemblées générales sont présidées par le président du conseil d'administration ou, en cas d'empêchement, par le vice-président, ou, en leur absence, par l'administrateur le plus âgé.

Le président de l'assemblée désigne, au besoin, un secrétaire et l'assemblée désigne un ou plusieurs scrutateurs parmi les membres de l'assemblée.

Les administrateurs et commissaires présents complètent le bureau.

§ 6. Sauf dans les cas où la loi prescrit un quorum spécial de présence, l'assemblée ne peut délibérer valablement que si la moitié au moins des actions est représentée.

Sauf dans les cas où la loi prescrit une majorité spéciale, les décisions sont prises à la majorité simple des voix.

Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui en font la demande.

TITRE VII. — *Exercice social*

Art. 15. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Les comptes annuels, de même que le rapport du conseil d'administration et celui des commissaires, sont adressés aux actionnaires, en même temps que la convocation à l'assemblée générale.

Art. 16. L'assemblée générale annuelle statue sur l'adoption des comptes annuels et sur les affectations et prélèvements ainsi que sur la décharge aux administrateurs et aux commissaires réviseurs.

TITRE VIII. — *Dissolution*

Art. 17. La dissolution de la société ne peut être décidée par l'assemblée générale qu'en vertu d'un décret qui règle en même temps les modes et les conditions de sa liquidation.

TITRE IX. — *Dispositions transitoires et particulières*

Art. 18. § 1^{er}. Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société pour se terminer le 31 décembre 2000.

§ 2. L'assemblée générale extraordinaire, tenue sans convocation, se tiendra immédiatement après la constitution en vue notamment de procéder à la nomination des membres du conseil d'administration et de commissaires réviseurs et de fixer la rémunération de ces derniers.

Art. 19. Aussi longtemps que la Région wallonne est l'unique actionnaire de la société :

a) Le Conseil d'administration de l'OFI exerce les attributions de l'assemblée générale conformément aux présents statuts et aux dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales relatives aux quorums de présence et de vote à l'assemblée générale ;

b) Les convocations, documents et rapports qui, en vertu des dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, sont destinés aux actionnaires en vue des délibérations de l'assemblée générale son, dans un délai fixé par ces lois pour leur envoi, leur communication ou leur dépôt, transmis également au Gouvernement. Les décisions de l'assemblée générale sont transmises de la même manière.

Art. 20. Les administrateurs, commissaires et liquidateurs sont censés avoir fait élection de domicile au siège social de la société, où tous actes de procédure relatifs aux affaires de la société ou à leur responsabilité peuvent leur être valablement notifiés ou signifiés.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 1999 concernant l'Agence pour les investisseurs étrangers en Wallonie – Office for Foreign Investors in Wallonia en abrégé OFI et confiant une mission déléguée à la S.A. SOWAGEP.

Namur, le 17 mars 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 99 — 1523

[C - 99/27401]

17. MÄRZ 1999 — Erlaß der Wallonischen Regierung bezüglich der « Agence pour les investisseurs étrangers en Wallonie – Office for Foreign Investors in Wallonia » (Agentur für ausländische Investoren in der Wallonie), kurz « O.F.I. » genannt, und zur Übertragung einer abgeordneten Aufgabe an die s.a. SOWAGEP

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, abgeändert durch das Sondergesetz vom 8. August 1988, insbesondere des Artikels 6, § 1, VI;

Aufgrund des Dekrets vom 8. Dezember 1998 zur Gründung der Aktiengesellschaft öffentlichen Rechts « Agence pour les investisseurs étrangers en Wallonie – Office for Foreign Investors in Wallonia » (Agentur für ausländische Investoren in der Wallonie), kurz « O.F.I. » genannt;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 1995 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung;

Auf Vorschlag des Minister-Vorsitzenden der Wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Regierung genehmigt den Entwurf der Satzungen der Aktiengesellschaft öffentlichen Rechts « Agence pour les investisseurs étrangers en Wallonie – Office for Foreign Investors in Wallonia » (Agentur für ausländische Investoren in der Wallonie), kurz « O.F.I. » genannt, die die Anlage des vorliegenden Erlasses bilden.

Art. 2 - Die Regierung überträgt der SOWAGEP eine abgeordnete Aufgabe, die darin besteht, die s.a. OFI zu gründen, und die Zeichnung und Einzahlung des Gesellschaftskapitals durchzuführen.

Zu diesem Zweck überweist die Wallonische Region das Kapital der Gesellschaft in Höhe von BEF 20 000 000 an die SOWAGEP.

Art. 3 - Die SOWAGEP unterbreitet dem Minister der Wirtschaft konkrete Vorschläge zwecks Genehmigung, sowie alle anderen Punkte, die sie für zweckdienlich erachtet.

Im Rahmen dieser Aufgabe bezieht die SOWAGEP keinerlei Entlohnung.

Art. 4 - Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 5 - Der vorliegende Erlaß tritt am Tag seiner Unterzeichnung in Kraft.

Namur, den 17. März 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Anlage

Agence pour les investisseurs étrangers en Wallonie
Office for Foreign Investors in Wallonia - Agentur für ausländische Investoren in der Wallonie,
kurz « O.F.I. » genannt, Aktiengesellschaft öffentlichen Rechts

Gesellschaftssitz: 5100 Namur

Titel I — *Art der Gesellschaft*

Gesellschaftsform - Bezeichnung

Artikel 1 - Unter der Bezeichnung « Agence pour les investisseurs étrangers en Wallonie – Office for Foreign Investors in Wallonia » (Agentur für ausländische Investoren in der Wallonie), kurz « O.F.I. » genannt, wird eine Aktiengesellschaft öffentlichen Rechts gegründet.

Die Satzungen der Gesellschaft und ihre Abänderungen unterliegen der Genehmigung der Wallonischen Regierung.

Gesellschaftssitz

Art. 2 - Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Namur. Sie verfügt über eine Außenstelle in Brüssel. Im Anschluß an einen Beschluß des Verwaltungsrates, der in den Anlagen des *Belgischen Staatsblattes* zu veröffentlichen ist, kann der Gesellschaftssitz an jeden beliebigen Ort innerhalb der Stadt Namur verlegt werden.

Gesellschaftszweck

Art. 3 - Die Gesellschaft verfolgt folgende Zwecke:

1. Die Förderung der Wallonischen Region als Gastregion für ausländische Investoren;
2. die Suche nach ausländischen Investoren, insbesondere über Vertretungen im Ausland sowie durch die Organisation von Handelsmissionen, die Zusammenarbeit mit den öffentlichen Vertretern der verschiedenen Machtebenen innerhalb des belgischen Staates und insbesondere mit der AWEx und den anderen belgischen oder ausländischen öffentlichen Einrichtungen, oder mit den belgischen oder ausländischen Einrichtungen privaten Rechts, die auf dem Gebiet von Investitionen zuständig sind oder durch jegliche zweckdienliche Aktion;
3. die Information von ausländischen Investoren in Zusammenarbeit mit den gegebenenfalls betroffenen öffentlichen oder privatrechtlichen Einrichtungen;
4. der Empfang und die Betreuung von in der Wallonischen Region ansässigen ausländischen Investoren bei deren Niederlassung in Zusammenarbeit mit den gegebenenfalls betroffenen öffentlichen oder privatrechtlichen Einrichtungen;
5. allgemein die Betreuung des ausländischen Investors bei allen Schritten, die er unternimmt;
6. die Suche nach ausländischen Übernahmekandidaten für wallonische Industriestandorte, die sich in einer Umstrukturierungsphase befinden.

Die Gesellschaft kann alle beliebigen Geschäfte tätigen, unter anderem Mobilien- und Immobiliengeschäfte, die direkt oder indirekt ganz oder teilweise im Zusammenhang mit ihrem Gesellschaftszweck stehen, oder die dazu beitragen können, diesen Gesellschaftszweck sowohl in Belgien als auch im Ausland zu erleichtern oder zu seiner Durchführung zu führen.

Dauer

Art. 4 - Die Gesellschaft wird für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

TITEL II. — *Gesellschaftskapital*

Gesellschaftskapital

Art. 5 - Das Gesellschaftskapital beläuft sich auf 20 Millionen BEF und ist vollständig eingezahlt. Es besteht aus hundert Aktien ohne Angabe des Nominalwertes, die alle gleiche Rechte verleihen. Die Aktien sind Namensaktien.

Die Wallonische Region und die von der Regierung befugten juristischen Personen können Aktionär der Gesellschaft sein. Die Region muß jederzeit über 50 % plus eine Aktie des Gesellschaftskapitals verfügen.

Zeichnung in bar

Art. 6 - Die vorerwähnten hundert Aktien, die das gesamte Gesellschaftskapital ausmachen, werden von der Wallonischen Region gezeichnet.

TITEL III. — *Verwaltung und Kontrolle*

Zusammensetzung des Verwaltungsrates

Art. 7 - § 1. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft setzt sich aus zehn Mitgliedern zusammen, unter denen sich ein Vorsitzender, ein stellvertretender Vorsitzender und ein Geschäftsführer befinden. Dieser Verwaltungsrat setzt sich folgendermaßen zusammen :

1° vier Verwalter, die aus einer der Regierung vom Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region vorgeschlagenen doppelten Liste gewählt werden;

2° sechs von der Regierung bezeichnete Verwalter.

Die Verwalter werden von der Generalversammlung nach Zustimmung der Regierung ernannt.

Die Dauer des Mandats der Mitglieder des Verwaltungsrates beträgt sechs Jahre. Das Mandat ist erneuerbar.

§ 2. Der Vorsitzende, der stellvertretende Vorsitzende und der Geschäftsführer werden durch den Verwaltungsrat nach Zustimmung der Regierung bezeichnet. Sie werden aus der Liste der Verwalter, die von der Regierung bezeichnet wurden, gewählt.

Im Falle des Rücktritts, des Ablebens oder der Absetzung eines Verwalters bezeichnet der Verwaltungsrat ein Ersatzmitglied nach den Durchführungsbestimmungen, die in dem vorliegenden Artikel für den Vorschlag eines Verwalters festgelegt werden und die auf den zu ersetzenden Verwalter anwendbar sind.

§ 3. Die Eigenschaft als Verwalter ist nicht vereinbar mit der Ausübung eines politischen Mandats. Außerdem ist die Eigenschaft als Verwalter unvereinbar mit der als Mitglied des Führungsorgans einer juristischen Person des Privatrechts oder des öffentlichen Rechts, die mit dem O.F.I. in einem Vertragsverhältnis über die Ausführung von Arbeiten oder die Lieferung von Gütern oder Dienstleistungen steht.

§ 4. Wohnen den Sitzungen des Verwaltungsrates der Agentur mit beratender Stimme bei:

- der Generaldirektor der Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region;
- der Generaldirektor der AWEx;
- der stellvertretende Geschäftsführer.

Sitzung des Verwaltungsrates

Art. 8 - § 1. Der Verwaltungsrat tagt auf Vorladung des Vorsitzenden oder seines Stellvertreters so oft es das Interesse der Gesellschaft verlangt.

Außer in Dringlichkeitsfällen sind die Vorladungen wenigstens acht Tage vor dem Sitzungsdatum zu versenden. Die Vorladungen beinhalten die Tagesordnung.

Die Sitzungen finden am Ort statt, der in der Vorladung vermerkt ist.

§ 2. Jeder Verwalter kann durch ein Schreiben, ein Telegramm, eine Telekopie oder eine E-Post einem seiner Kollegen eine Vollmacht erteilen, durch die er ihn bevollmächtigt, an einer bestimmten Sitzung des Rates teilzunehmen und an seiner Stelle abzustimmen.

Ein Verwalter darf nicht mehr als einen seiner Kollegen vertreten und die Vollmacht muß für jede Sitzung neu erteilt werden.

Befugnisse des Verwaltungsrates

Art. 9 - § 1. Der Verwaltungsrat verfügt im Rahmen der Verwirklichung des Gesellschaftszwecks über die ausgedehntesten Befugnisse, mit Ausnahme jener, die ausdrücklich der Vollversammlung der Aktionäre vorbehalten sind.

§ 2. Der Verwaltungsrat kann nur ordnungsgemäß über jene Punkte beraten und beschließen, die auf der Tagesordnung stehen, wobei die Mehrheit der Mitglieder anwesend oder vertreten sein muß.

§ 3. Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden nach einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Mitglieder gefaßt. Bei Stimmgleichheit hat die Stimme des Vorsitzenden Vorrang.

§ 4. Die Beratungen des Verwaltungsrates werden zu Protokoll genommen. Die Sitzungsprotokolle werden durch den Vorsitzenden und zwei Verwaltungsratsmitglieder unterzeichnet. Die vor Gericht oder anderenorts vorzulegenden Abschriften oder Auszüge werden durch den Vorsitzenden, den stellvertretenden Vorsitzenden oder durch den Geschäftsführer unterzeichnet.

§ 5. Unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 10 und der durch den Verwaltungsrat erteilten Vollmachten wird die Gesellschaft gegenüber Drittpersonen durch zwei ihrer Verwalter vertreten, insbesondere bei Handlungen, an denen ein Beamter oder ein Mitglied der Staatsanwaltschaft beteiligt ist und vor Gericht, wenn sie sowohl als Kläger als auch als Beklagter auftritt.

Die Verwalter haben unter keinen Umständen einen vorab gefaßten Beschluß des Verwaltungsrates zu rechtfertigen.

§ 6. Der Verwaltungsrat kann jeder Person, die innerhalb oder außerhalb der Gesellschaft auserwählt wurde, Sonderaufträge erteilen.

§ 7. Die Personalmitglieder der Gesellschaft werden durch den Verwaltungsrat eingestellt, unbeschadet des Rechts, das er sich vorbehält, diese Aufgabe auf Dritte zu übertragen.

TITEL IV. — *Tägliche Verwaltung*

Art. 10 - § 1. Die tägliche Verwaltung der Gesellschaft sowie die Vertretung der Gesellschaft in Verwaltungsfragen wird dem Geschäftsführer übertragen.

§ 2. Der Verwaltungsrat ernennt nach Zustimmung der Regierung einen stellvertretenden Geschäftsführer.

§ 3. In den Bereich der täglichen Verwaltung fallen alle Handlungen, die zur Verwirklichung der durch den Verwaltungsrat vorgegebenen Richtlinien durchgeführt werden, sowie alle Handlungen, die tagtäglich notwendig sind, um die Durchführung der Geschäftsaktivitäten sicherzustellen, u.a. die Handlungen zur Sicherung eines Rechts, die Erledigung der laufenden Angelegenheiten sowie die Ausführung der durch die Generalversammlung oder durch den Verwaltungsrat gefaßten Beschlüsse.

Art. 11 - Ein Geschäftsausschuß, zusammengesetzt aus dem Geschäftsführer, dem stellvertretenden Geschäftsführer, den Verantwortlichen für die Märkte, aus einem Vertreter der Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung und dessen Vorsitz durch einen Vertreter des mit der Wirtschaft beauftragten Ministers gewährleistet wird, wird im Rahmen der Verwirklichung der strategischen Zielsetzungen der Gesellschaft eingerichtet.

Dieser Geschäftsausschuß tagt einmal pro Monat und hat die Aufgabe, für jede Akte die durch die Gesellschaft durchzuführenden Aktionen sowie die notwendige Zusammenarbeit mit den Entwicklungsträgern und den Verwaltungen zu bewerten.

Je nach Art der bearbeiteten Akte kann der Geschäftsausschuß zu seinen Sitzungen Vertreter anderer Verwaltungen und Sachverständige einladen.

TITEL V. — *Kontrolle*

Art. 12 - Die Kontrolle der Finanzlage, des Jahresabschlusses und der Ordnungsgemäßheit der Operationen der Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Kommissare durchgeführt, die unter den Mitgliedern des Instituts der Betriebsrevisoren ausgewählt werden.

Art. 13 - Zwei von der Regierung bezeichnete Kommissare wohnen den Sitzungen des Verwaltungsrates mit beratender Stimme bei.

Sie sind berechtigt, jederzeit an Ort und Stelle Einsicht in die Bücher, den Schriftwechsel, die Protokolle und generell in alle Schriftstücke der Gesellschaft zu nehmen.

Sie können von allen Verwaltern, Bediensteten und Beauftragten alle Erklärungen oder Informationen verlangen und alle Überprüfungen durchführen, die ihnen im Rahmen der Ausübung ihres Mandats notwendig erscheinen.

Außerdem können sie jede Frage in die Tagesordnung einer Verwaltungsratsitzung aufnehmen lassen, die im Zusammenhang mit der Beachtung des Gesetzes, des Dekrets, der Satzungen oder des allgemeinen Interesses steht.

Die Kommissare der Regierung verfügen über eine Frist von vier Arbeitstagen, um Klage gegen einen Beschluß einzulegen, von dem sie der Meinung sind, daß er gegen das Gesetz, das Dekret, die Satzungen oder das allgemeine Interesse verstößt.

Diese Klage hat aufschiebende Wirkung. Diese Frist beginnt ab dem Tag der Sitzung, auf der der fragliche Beschluß getroffen wurde, insofern die Kommissare der Regierung ordnungsgemäß zu dieser Sitzung geladen wurden, oder im gegenteiligen Fall, ab dem Tag, an dem sie über den Beschluß in Kenntnis gesetzt wurden.

Die Kommissare legen ihre Klage bei der Regierung ein. Falls die mit der Klage befaßte Regierung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Beschluß nicht Stellung genommen hat, wird der Beschluß endgültig. Die Nichtigerklärung des Beschlusses wird dem Verwaltungsrat der Gesellschaft von der Regierung mitgeteilt.

TITEL VI. — *Generalversammlung*

Art. 14 - § 1. Die ordnungsgemäß gebildete Generalversammlung vertritt alle Aktionäre.

§ 2. Die jährliche Generalversammlung findet am letzten Freitag des Monats April um elf Uhr in den Räumlichkeiten des Gesellschaftssitzes statt. Ist dieser Tag ein Feiertag, wird die Generalversammlung auf den nächsten Arbeitstag anberaumt.

Außerordentliche Generalversammlungen werden immer dann einberufen, wenn der Verwaltungsrat oder ein Kommissar dies für notwendig erachtet, sowie zwanzig Tage, nachdem ein oder mehrere Aktionäre, die alleine oder gemeinsam ein Fünftel des Gesellschaftskapitals besitzen, eine Einberufung schriftlich beantragt haben.

Die außerordentlichen Generalversammlungen finden am Ort statt, der in der Vorladung vermerkt ist.

§ 3. Die Vorladungen gehen je nach Fall vom Verwaltungsrat oder von einem Kommissar aus. Sie umfassen die Tagesordnung und werden per Einschreibebrief übermittelt, der wenigstens acht Tage vorher aufzugeben ist. In allen Fällen gilt ein Aktionär, der anwesend ist oder sich auf der Versammlung vertreten läßt, als ordnungsgemäß vorgeladen.

§ 4. Jeder Aktionär kann durch ein Schreiben, ein Telegramm, oder eine Telekopie einem anderen Aktionär eine Vollmacht erteilen, durch die er ihn bevollmächtigt, an einer Versammlung teilzunehmen und an seiner Stelle abzustimmen.

Eine solche Vollmacht ist nur für die betreffende Versammlung gültig oder für eine Versammlung, die aufgrund einer abweichenden Maßnahme oder einer Vertagung zu einem späteren Zeitpunkt durchgeführt wird und deren Tagesordnung unverändert beibehalten wurde. Der Rat kann ein Muster der Vollmacht festlegen.

§ 5. Die Generalversammlungen stehen unter dem Vorsitz des Vorsitzenden des Verwaltungsrates. Ist dieser verhindert, nimmt der stellvertretende Vorsitzende diese Aufgabe wahr. Sind beide abwesend, übernimmt der älteste Verwalter den Vorsitz.

Falls notwendig bezeichnet der Vorsitzende der Generalversammlung einen Schriftführer und die Versammlung bezeichnet einen oder mehrere Prüfer unter den Mitgliedern der Versammlung. Die anwesenden Verwalter und Kommissare vervollständigen das Büro.

§ 6. Außer in den Fällen, in denen eine besondere Anzahl der Anwesenden gesetzlich vorgeschrieben ist, kann die Versammlung nur rechtsgültig beschließen, wenn wenigstens die Hälfte der Aktien vertreten ist.

Außer in den Fällen, in denen eine Sondermehrheit gesetzlich vorgeschrieben ist, werden die Beschlüsse mit einfacher Stimmenmehrheit gefaßt.

Die Beratungen der Generalversammlung werden zu Protokoll genommen. Diese Protokolle werden von den Mitgliedern des Büros und den Aktionären, die es wünschen, unterzeichnet.

TITEL VII. — *Geschäftsjahr*

Art. 15 - Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Der Jahresabschluß, der Bericht des Verwaltungsrates und der Bericht der Kommissare werden den Aktionären gemeinsam mit der Vorladung zur Generalversammlung übermittelt.

Art. 16 - Die jährliche Generalversammlung beschließt über die Genehmigung des Jahresabschlusses, über die Mittelverwendung und -entnahme sowie über die Entlastung der Verwalter und der Kommissare-Revisoren.

TITEL VII. — *Auflösung*

Art. 17 - Die Auflösung der Gesellschaft kann durch die Generalversammlung nur kraft eines Dekretes, das gleichzeitig die Art und Weise und die Bedingungen der Auflösung regelt, durchgeführt werden.

TITEL VIII. — *Übergangs- und Sonderbestimmungen*

Art. 18 - § 1. Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gesellschaftsgründung und endet am 31. Dezember 2000.

§ 2. Die außerordentliche Generalversammlung, die ohne Vorladung gehalten wird, findet unmittelbar nach der Gesellschaftsgründung statt, insbesondere um die Mitglieder des Verwaltungsrates und die Kommissare-Revisoren zu ernennen und die Entlohnung der letztgenannten festzulegen.

Art. 19 - So lange die Wallonische Region einziger Aktionär der Gesellschaft ist:

a) nimmt der Verwaltungsrat des OFI die Aufgaben der Generalversammlung wahr gemäß den vorliegenden Satzungen und den Bestimmungen der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften, was die Anzahl der anwesenden Mitglieder und der Stimmabgaben bei Generalversammlung angeht;

b) werden die Vorladungen, Schriftstücke und Berichte, die auf der Grundlage der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften für die Aktionäre bestimmt sind, um ihnen zu ermöglichen, auf der Generalversammlung zu beraten, innerhalb der durch die genannten Gesetze festgelegten Fristen ebenfalls der Regierung zugestellt. Die Beschlüsse der Generalversammlung werden auf die gleiche Art und Weise übermittelt.

Art. 20 - Von den Verwaltern, den Kommissaren und den Liquidatoren wird vorausgesetzt, daß sie ihr Domizil am Gesellschaftssitz der Gesellschaft gewählt haben, wo alle Verfahrenshandlungen, die sich auf die Geschäfte der Gesellschaft oder auf ihre Verantwortlichkeit beziehen, ihnen ordnungsgemäß zugestellt oder mitgeteilt werden können.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 17. März 1999 bezüglich der «Agence pour les investisseurs étrangers en Wallonie – Office for Foreign Investors in Wallonia» (Agentur für ausländische Investoren in der Wallonie), kurz «O.F.I.» genannt, und zur Übertragung einer abgeordneten Aufgabe an die s.a. SOWAGEP in der Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 17. März 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 99 — 1523

[C – 99/27401]

17 MAART 1999. — Besluit van de Waalse Regering betreffende het « Agence pour les investisseurs étrangers en Wallonie » (Agentschap voor buitenlandse investeerders in Wallonië) – Office for Foreign Investors in Wallonia, afgekort « OFI » en waarbij een gedelegeerde opdracht aan de s.a. SOWAGEP opgedragen wordt

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, inzonderheid op artikel 6, § 1, VI;

Gelet op het decreet van 8 december 1998 tot oprichting van de publiekrechtelijke naamloze vennootschap « Agence pour les investisseurs étrangers en Wallonie » (Agentschap voor buitenlandse investeerders in Wallonië) – Office for Foreign Investors in Wallonia, afgekort OFI;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 1995 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Op de voordracht van de Minister-President van de Waalse Regering, belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,

Besluit :

Artikel 1. Het ontwerp van de statuten in bijlage van de publiekrechtelijke naamloze vennootschap « Agence pour les investisseurs étrangers en Wallonie – Office for Foreign Investors in Wallonia » (afgekort OFI), wordt door de Regering goedgekeurd.

Art. 2. De Regering draagt aan de SOWAGEP een gedelegeerde opdracht op met het oog op de oprichting van de S.A. OFI en op de intekening en de volstorting van het vennootschapskapitaal.

Daartoe wordt het voorziene bedrag van 20 miljoen frank waaruit het maatschappelijk kapitaal van de vennootschap bestaat, door het Waalse Gewest aan de SOWAGEP gestort.

Art. 3. De SOWAGEP legt concrete voorstellen ter goedkeuring voor aan de Minister van Economie, evenals elk ander item dat volgens haar nuttig is om in overweging te worden genomen.

Voor deze opdracht krijgt de SOWAGEP geen enkele vergoeding.

Art. 4. De Minister van Economie is belast met de uitvoering van deze beslissing.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Namen, 17 maart 1999.

De Minister-President van het Waalse Gewest,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

—
Bijlage

« Agence wallonne pour les investisseurs étrangers en Wallonie » (Waals Agentschap voor buitenlandse investeerders in Wallonië) - Office for Foreign Investors in Wallonia, afgekort « OFI », publiekrechtelijke naamloze vennootschap

Maatschappelijke zetel : 5100 Namen

TITEL I. — *Kenmerken van de vennootschap*

Vorm – benaming

Artikel 1. Er wordt onder de benaming « Agence pour les investisseurs étrangers en Wallonie – Office for Foreign Investors in Wallonia », afgekort « OFI », een publiekrechtelijke naamloze vennootschap opgericht.

De statuten van de vennootschap en elke wijziging ervan worden ter goedkeuring aan de Waalse Regering voorgelegd.

Maatschappelijke zetel

Art. 2. De maatschappelijke zetel van de vennootschap wordt in Namen gevestigd, met een steunpunt in Brussel.

De zetel kan overal elders in de stad Namen worden gevestigd bij beslissing van de raad van bestuur, die bekend moet worden gemaakt in de bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad*.

Maatschappelijk doel

Art. 3. De vennootschap heeft als doel :

1. het Waalse Gewest promoten als een gebied waar buitenlandse investeerders welkom zijn;
2. zoeken naar kandidaat-buitenlandse investeerders, met name via vertegenwoordigingen in het buitenland, door het organiseren van zendingen, door samenwerking met vertegenwoordigers van de verschillende overheden in de Belgische Staat, en hoofdzakelijk door samenwerking met het AWEX en met de andere Belgische of buitenlandse overheidsinstellingen, of met privaatrechtelijke Belgische of buitenlandse instellingen die bevoegd zijn voor investeringen, of nog door daden die bij kunnen dragen tot de verwezenlijking van het maatschappelijk doel;
3. de buitenlandse investeerders inlichten in samenwerking met de eventueel betrokken openbare of privaatrechtelijke instellingen;
4. de ontvangst van buitenlandse investeerders in het Waalse Gewest verzorgen en ze begeleiden tijdens de vestigingsfase, in samenwerking met de eventueel betrokken openbare of privaatrechtelijke instellingen;
5. algemene bijstand verlenen aan de buitenlandse investeerders in alle stappen die zij terzake ondernemen;
6. buitenlandse overnemers trachten te vinden voor Waalse bedrijfsruimten die een herstructureringsfase doormaken.

De vennootschap mag in België en in het buitenland allerhande, met name roerende en onroerende verrichtingen verwezenlijken die al dan niet rechtstreeks, geheel of gedeeltelijk, met haar maatschappelijk doel samenhangen of die de verwezenlijking van dat doel dichterbij brengen.

Duur

Art. 4. De vennootschap is voor onbepaalde duur opgericht.

TITEL II. — *Maatschappelijk kapitaal*

Maatschappelijk kapitaal

Art. 5. Het maatschappelijk kapitaal bedraagt twintig miljoen Belgische frank en is volledig volgestort. Bedoeld kapitaal wordt vertegenwoordigd door honderd gelijkberechtigde aandelen zonder vernoeming van de nominale waarde. De aandelen zijn op naam.

Het Waalse Gewest en de rechtspersonen die gemachtigd zijn door de Regering, mogen aandeelhouder van de vennootschap worden. Te allen tijde mag het Gewest minstens 50 % plus één aandeel bezitten.

Intekening in contanten

Art. 6. Op de honderd aandelen die het gehele kapitaal vertegenwoordigen, is door het Waalse Gewest ingetekend.

TITEL III. — *Bestuur en toezicht*

Samenstelling van de raad van bestuur

Art. 7. § 1. De raad van bestuur van de maatschappij bestaat uit tien leden, onder welke de voorzitter, de ondervoorzitter en de afgevaardigd bestuurder, die als volgt zijn verdeeld :

1° vier bestuurders die gekozen zijn uit een dubbele lijst die aan de Regering is voorgedragen door de « Conseil économique et social de la Région wallonne » (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest);

2° zes bestuurders die door de Regering worden aangewezen.

De bestuurders worden door de algemene vergadering benoemd op eensluidend advies van de Regering.

Het mandaat van de bestuurders duurt zes jaar en kan worden verlengd.

§ 2. De voorzitter, de ondervoorzitter en de afgevaardigd bestuurder worden aangewezen door de raad van bestuur na eensluidend advies van de Regering en worden gekozen uit de lijst van de bestuurders die door de Regering worden aangewezen.

Bij ontslag, overlijden, herroeping van een bestuurder wordt er door de raad van bestuur een vervanger aangewezen, waarbij de voordracht op dezelfde wijze plaatsvindt als die omschreven in dit artikel en die van toepassing is op de bestuurder die moet worden vervangen.

§ 3. De hoedanigheid van bestuurder is onverenigbaar met de uitoefening van een politiek mandaat. Bovendien is de hoedanigheid van bestuurder onverenigbaar met de hoedanigheid van lid van een directieorgaan van een publiek- of privaatrechtelijk rechtspersoon die met de vennootschap is verbonden via een contract van uitvoering van werken, van levering van goederen of van diensten.

§ 4. De volgende personen wonen de vergaderingen van de raad van bestuur met raadgevende stem bij :

— de Directeur-generaal van het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest;

— de Directeur-generaal van het AWEX;

— de adjunct van de afgevaardigd bestuurder.

Vergadering van de raad van bestuur

Art. 8. § 1. De raad van bestuur vergadert telkens als dat voor het belang van de vennootschap nodig is. De vergadering wordt bijeengeroepen door de voorzitter of diens vervanger.

De oproepingen moeten minstens acht dagen vóór de vergadering worden opgestuurd, behalve in geval van hoogdringendheid. In de oproepingsbrief wordt de agenda vermeld. Er wordt vergaderd op de plaats die in de oproepingsbrief staat vermeld.

§ 2. Bestuurders mogen hun collega's schriftelijk, per telegram, fax of e-mail een lastgeving verlenen om zich te laten vertegenwoordigen in een bepaalde vergadering van de raad van bestuur en er hun stem uit te laten brengen.

Geen enkele bestuurder mag meer dan één van zijn collega's vertegenwoordigen; bovendien moet voor elke vergadering een bijzondere lastgeving worden verleend.

Bevoegdheden van de raad van bestuur

Art. 9. § 1. De raad van bestuur heeft de ruimste bevoegdheden om zijn maatschappelijk doel te verwezenlijken, met uitzondering van de bevoegdheden die uitdrukkelijk voorbehouden zijn aan de algemene vergadering der aandeelhouders.

§ 2. De raad van bestuur kan slechts geldig beraadslagen en zich uitspreken over de punten die op agenda zijn voorzien en slechts indien de samenstellende leden in meerderheid aanwezig of vertegenwoordigd zijn.

§ 3. De raad van bestuur treft zijn beslissingen bij eenvoudige meerderheid van stemmen van de aanwezige of vertegenwoordigde leden. Bij staking van stemmen weegt de stem van de voorzitter door.

§ 4. De beraadslagingen van de raad van bestuur worden genotuleerd. De notulen worden ondertekend door de voorzitter en twee bestuurders.

Afschriften en uittreksels die in rechte of elders moeten worden voorgelegd, worden getekend door de voorzitter of de ondervoorzitter of door de afgevaardigd bestuurder.

§ 5. Onverminderd de bepalingen van artikel 10 en de delegatie van bevoegdheden die door de raad van bestuur zijn beslist, wordt de vennootschap door twee bestuurders vertegenwoordigd tegenover derden, en inzonderheid in daden waartoe een openbaar of een ministerieel ambtenaar zijn samenwerking verleent, evenals voor de rechtbank als eiser of verweerder.

De bestuurders moeten geenszins voorafgaande beslissingen getroffen door de raad van bestuur kunnen aantonen.

§ 6. De raad van bestuur mag bijzondere lastgevingen verlenen aan iedere persoon uit diens kring of aan elke andere persoon buiten de vennootschap.

§ 7. De personeelsleden van de vennootschap worden in dienst genomen door de raad van bestuur, onverminderd het recht van de raad om die bevoegdheid te delegeren.

TITEL IV. — *Dagelijks bestuur*

Art. 10. § 1. De afgevaardigd bestuurder wordt belast met het dagelijks bestuur van de vennootschap en met de vertegenwoordiging van de vennootschap in wat dat bestuur betreft.

§ 2. Er wordt door de raad van bestuur op eensluidend advies van de Waalse Regering een adjunct van de afgevaardigd bestuurder benoemd.

§ 3. Er wordt onder dagelijks bestuur verstaan: de daden die worden gesteld om de door de raad van bestuur goedgekeurde beleidslijn uit te voeren, evenals alle daden die dag na dag gesteld moeten worden om maatschappelijke aangelegenheden ten uitvoer te brengen, waaronder inzonderheid de handelingen tot bewaring van het recht, de behandeling van de lopende zaken, de uitvoering van de beslissingen die werden getroffen door de algemene vergadering of door de raad van bestuur.

Art. 11. Om de strategische beleidskeuzes van de vennootschap vorm te geven, wordt er een zakencomité opgericht. Het zakencomité bestaat uit de afgevaardigd bestuurder, verantwoordelijken van de opdrachten, een vertegenwoordiger van het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling en wordt voorgezeten door een vertegenwoordiger van de Minister die met de Economie is belast.

In zijn maandelijks vergadering gaat bedoeld comité voor elk dossier over tot de evaluatie van de acties die door de vennootschap moeten worden getroffen en van de vereiste samenwerking met de ontwikkelingsoperatoren en de besturen.

Naar gelang van de behandelde dossiers mag het zakencomité vertegenwoordigers van andere besturen en experts op diens vergaderingen uitnodigen.

TITEL V. — *Toezicht*

Art. 12. Het toezicht op de financiële toestand en op de jaarrekeningen wordt uitgeoefend door één of verschillende commissarissen van het Instituut der bedrijfsrevisoren, die eveneens nagaan of de verrichtingen van de vennootschap regelmatig zijn.

Art. 13. Twee commissarissen die door de Waalse Regering worden aangewezen, wonen de vergaderingen van de raad van bestuur met raadgevende stem bij.

Te allen tijde mogen ze, zonder zich te hoeven verplaatsen, kennis nemen van de boeken, de briefwisseling, de notulen en, over het algemeen, van alle documenten en geschriften van de vennootschap.

Alle bestuurders, ambtenaren en beambten mogen ze om uitleg of inlichtingen vragen; ze mogen alle verificaties doorvoeren die hen nodig lijken in de uitoefening van hun ambt.

Bovendien mogen ze in de agenda van de raad van bestuur elke kwestie laten opnemen die verband houdt met het naleven van de wet, van het decreet, van de statuten en van het algemeen belang.

De commissarissen van de Regering beschikken over een termijn van vier werkdagen om in beroep te gaan tegen elke beslissing waarvan zij vinden dat ze strijdig is met de wet, het decreet, de statuten of het algemeen belang.

Het beroep is opschortend. Die termijn loopt vanaf de dag waarop de vergadering plaatsvond die kwestieuze beslissing heeft getroffen, voor zover de commissarissen van de Regering er regelmatig voor werden opgeroepen en, in het tegenovergestelde geval, vanaf de dag waarop zij er kennis van hebben genomen.

De commissarissen gaan in beroep bij de Regering. Indien de Regering zich niet heeft uitgesproken binnen een termijn van dertig dagen na het beroep, wordt de beslissing rechtsgeldig. De vernietiging van de beslissing wordt door de Regering ter kennis gesteld van de raad van bestuur van de vennootschap.

TITEL VI. — *Algemene vergadering*

Art. 14. § 1. De regelmatig samengestelde algemene vergadering vertegenwoordigt alle aandeelhouders.

§ 2. De jaarlijkse algemene vergadering vindt plaats op de maatschappelijke zetel, op de laatste vrijdag van de maand april, om elf uur. Indien die dag een wettelijke feestdag is, wordt de jaarlijkse vergadering op de volgende werkdag gehouden.

Buitengewone algemene vergaderingen worden bijeengeroepen telkens als de raad van bestuur of een commissaris dat nodig acht, evenals binnen twintig dagen nadat de schriftelijke aanvraag daartoe is ingediend door één of verschillende aandeelhouders die alleen of samen één vijfde van het maatschappelijke kapitaal vertegenwoordigen.

Buitengewone algemene vergaderingen worden gehouden op de plaats die in de oproepingsbrief is vermeld.

§ 3. Naar gelang van het geval worden de oproepingsbrieven opgesteld door de raad van bestuur of door een commissaris. In de oproepingsbrief staat de agenda vermeld; oproepingsbrieven worden minstens acht dagen op voorhand per aangetekend schrijven opgestuurd. De aandeelhouder die op de vergadering aanwezig of vertegenwoordigd is, wordt in ieder geval beschouwd als regelmatig opgeroepen.

§ 4. Aandeelhouders mogen per brief, per telegram of per fax een machtiging verlenen aan een aandeelhouder om hem op de vergadering te vertegenwoordigen en in zijn plaats zijn stem uit te brengen.

Een dergelijke machtiging geldt slechts voor de betreffende algemene vergadering en voor de vergadering die op een later tijdstip is gehouden als gevolg van een afwijkende bepaling of van uitstel en die een identieke agenda heeft. Door de raad van bestuur mag een machtigingsformulier worden opgesteld.

§ 5. Elke algemene vergadering wordt voorgezeten door de voorzitter van de raad van bestuur en, in geval van verhindering, door de ondervoorzitter of, indien zij afwezig zijn, door de oudste bestuurder.

De voorzitter van de vergadering wijst indien nodig een secretaris aan en de vergadering kiest uit haar midden één of meerdere stemopnemers.

Het bureau wordt aangevuld door de bestuurders en de commissarissen.

§ 6. Behalve in de gevallen waarin door de wet voorzien wordt in een bijzonder aanwezigheidsquorum, mag de vergadering niet rechtsgeldig beraadslagen dan als minstens de helft der aandelen vertegenwoordigd is.

Behalve in de gevallen waarin door de wet in een bijzondere meerderheid wordt voorzien, worden de beslissingen getroffen bij eenvoudige meerderheid van stemmen.

De beraadslagingen van de algemene vergadering worden genotuleerd. De notulen worden ondertekend door de leden van het bureau en door de aandeelhouders die daartoe een aanvraag hebben ingediend.

TITEL VII. — *Sociaal dienstjaar*

Art. 15. Het sociale dienstjaar vangt aan op 1 januari en eindigt op 31 december van elk jaar.

De jaarrekeningen, het verslag van de raad van bestuur en het verslag van de commissarissen worden gelijktijdig met de oproeping van de algemene vergadering gericht aan de aandeelhouders.

Art. 16. De jaarlijkse algemene vergadering spreekt zich uit over de goedkeuring van de jaarrekeningen, over de toepassingen en de vooruitnemingen en over de ontlasting van de bestuurders en de commissarissen-revisoren.

TITEL VIII. — *Ontbinding*

Art. 17. De ontbinding van de vennootschap kan pas door de algemene vergadering worden beslist krachtens een decreet waarbij de wijze en de voorwaarden van de vereffening tegelijkertijd worden geregeld.

TITEL IX. — *Overgangs- en bijzondere maatregelen*

Art. 18. § 1. Het eerste sociale dienstjaar vangt aan op de dag waarop de vennootschap opgericht wordt en eindigt op 31 december 2000.

§ 2. De buitengewone algemene vergadering die zonder oproeping wordt gehouden, zal plaatsvinden onmiddellijk na de oprichting met name met het oog op de benoeming van de leden van de raad van bestuur en de commissarissen-revisoren en de vaststelling van de vergoeding voor laatstgenoemden.

Art. 19. Zolang het Waalse Gewest enige aandeelhouder van de vennootschap blijft,

a) zal de raad van bestuur van het OFI de bevoegdheden van de algemene vergadering uitoefenen overeenkomstig deze statuten en overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen inzake het aanwezigheidsquorum en het stemquorum op de algemene vergadering;

b) worden de oproepingen, de documenten en de verslagen die krachtens de bepalingen van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen bestemd zijn voor de aandeelhouders met het oog op de beraadslaging in de algemene vergadering, binnen een termijn die ook voor opsturing ervan door bedoelde wetten is vastgesteld, eveneens aan de Regering overgemaakt. De beslissingen van de algemene vergadering worden op dezelfde wijze overgemaakt.

Art. 20. De bestuurders, commissarissen en vereffenaars zijn geacht woonstkeuze gemaakt te hebben op de maatschappelijke zetel van de maatschappij, waar van alle procedureacten inzake de aangelegenheden van de vennootschap of inzake hun aansprakelijkheid rechtsgeldig kennis of betekening kan worden gegeven.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering betreffende het « Agence pour les investisseurs étrangers en Wallonie » (Agentschap voor buitenlandse investeerders in Wallonië) – Office for Foreign Investors in Wallonia, afgekort « OFI », en waarbij een gedelegeerde opdracht aan de s.a. SOWAGEP opgedragen wordt.

Namen, 17 maart 1999.

De Minister-President van het Waalse Gewest,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON